

11 novembre 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le rétablissement de l'ordre public face aux violences urbaines, la politique d'intégration et la lutte contre les discriminations sociales, à Paris le 14 novembre 2005.

Mes chers compatriotes,

Les événements que nous venons de vivre sont graves. Ils ont entraîné des drames humains et des pertes matérielles considérables. La justice est saisie : elle fera toute la lumière, elle sera sans faiblesse. Les procédures d'indemnisation seront accélérées. A toutes les victimes, à leurs familles, je veux dire ma peine et la solidarité de la nation tout entière.

Ces événements témoignent d'un malaise profond. Certains ont provoqué des incendies dans les quartiers mêmes où ils habitent, ils ont brûlé les voitures de leurs voisins, de leurs proches, ils s'en sont pris à leurs écoles, à leurs gymnases.

C'est une crise de sens, une crise de repères, c'est une crise d'identité.

Nous y répondrons en étant fermes, en étant justes, en étant fidèles aux valeurs de la France.

Face aux violences des dernières semaines, face aux souffrances et aux difficultés de tant de nos concitoyens, notamment parmi les plus vulnérables, la première nécessité, c'est de rétablir l'ordre public. J'ai donné au Gouvernement les moyens d'agir. J'ai notamment décidé de proposer au Parlement de proroger, pour une durée limitée, l'application de la loi du 3 avril 1955. Ceux qui s'attaquent aux biens et aux personnes doivent savoir qu'en République on ne viole pas la loi sans être appréhendé, poursuivi et sanctionné. Et je veux rendre hommage aux forces de l'ordre, aux policiers, aux gendarmes, aux pompiers, aux maires et aux élus, aux magistrats, aux travailleurs sociaux, aux enseignants, aux associations qui se sont mobilisés pour ramener le calme et la tranquillité. Ils font honneur à la République.

Des problèmes, des difficultés, beaucoup de Français en ont. Mais la violence ne règle jamais rien. Quand on appartient à notre communauté nationale, on en respecte les règles.

Les enfants, les adolescents ont besoin de valeurs, de repères. L'autorité parentale est capitale. Les familles doivent prendre toute leur responsabilité. Celles qui s'y refusent doivent être sanctionnées, comme la loi le prévoit. Celles qui connaissent de grandes difficultés doivent en revanche être activement soutenues.

Ce qui est en jeu c'est le respect de la loi mais aussi la réussite de notre politique d'intégration. Il faut être strict dans l'application des règles du regroupement familial. Il faut renforcer la lutte contre l'immigration irrégulière et les trafics qu'elle génère. Il faut intensifier l'action contre les filières de travail clandestin, cette forme moderne de l'esclavage.

Mais l'adhésion à la loi et aux valeurs de la République passe nécessairement par la justice, la fraternité, la générosité. C'est ce qui fait que l'on appartient à une communauté nationale. C'est dans les mots et les regards, avec le cœur et dans les faits, que se marque le respect auquel chacun a droit. Et je veux dire aux enfants des quartiers difficiles, quelles que soient leurs origines, qu'ils sont tous les filles et les fils de la République.

Nous ne construirons rien de durable sans le respect. Nous ne construirons rien de durable si nous laissons monter, d'où qu'ils viennent, le racisme, l'intolérance, l'injure, l'outrage.

Nous ne construirons rien de durable sans combattre ce poison pour la société que sont les

discriminations.

Nous ne construirons rien de durable si nous ne reconnaissons pas et n'assumons pas la diversité de la société française. Elle est inscrite dans notre Histoire. C'est une richesse et c'est une force.

Mes chers compatriotes,

Le devoir de la République, c'est d'offrir partout et à chacun les mêmes chances. Grâce à l'école, grâce au travail des enseignants, un nombre considérable de jeunes issus des quartiers difficiles réussissent dans tous les domaines. Mais certains territoires cumulent trop de handicaps, trop de difficultés. Des territoires confrontés à la violence et au trafic. Des territoires où le chômage est massif et l'urbanisme inhumain. Des territoires où des enfants sont déscolarisés, où trop de jeunes peinent à trouver un emploi, même lorsqu'ils ont réussi leurs études.

Aux racines des événements que nous venons de vivre, il y a évidemment cette situation.

Nous sommes à l'oeuvre pour y répondre. Beaucoup a déjà été entrepris : les zones franches urbaines pour ramener de l'emploi dans les quartiers et le plan de rénovation urbaine pour remplacer les barres et les tours par un habitat plus humain et le plan de cohésion sociale pour lever un à un les handicaps dont souffrent les plus vulnérables et des mesures fortes pour permettre aux familles surendettées de s'en sortir et le contrat d'accueil et d'intégration. La loi sur l'école entre en application : elle donnera à chaque élève les moyens d'acquérir le socle des connaissances indispensables et permettra de lutter plus efficacement contre le fléau de l'illettrisme.

Et le Gouvernement vient de prendre des décisions nouvelles pour aider davantage les personnes et les territoires qui ont moins d'atouts que les autres.

Sachez que cette volonté politique et cet engagement financier majeur de la France sont sans précédent. Ils commencent à apporter des réponses aux problèmes des quartiers difficiles. Mais il s'agit nécessairement d'un effort de longue haleine.

Cependant, mes chers compatriotes, nous ne changerons pas les choses en profondeur sans l'engagement de chacun. Sans une profonde évolution des esprits.

Nous appartenons à une grande Nation, par son Histoire, mais aussi par les principes sur lesquels elle est fondée. Une Nation qui rayonne dans le monde.

Et ce soir je veux dire aux Françaises et aux Français, et plus particulièrement aux plus jeunes, que par delà les doutes et les difficultés que chacun peut connaître, nous devons tous être fiers d'appartenir à une communauté qui a la volonté de faire vivre les principes d'égalité et de solidarité, et qui fait pour cela des efforts considérables. C'est une chance d'appartenir à la communauté française. Chacun doit en avoir conscience et agir en conséquence.

Mais je veux dire aussi à tous les Français que pour que ce modèle singulier continue à vivre, pour qu'il garde toute sa force, nous ne pouvons transiger avec certains principes.

Nous le savons bien, les discriminations sapent les fondements même de notre République. Une Haute autorité de lutte contre les discriminations a été créée. Ses pouvoirs sont considérables, puisqu'elle pourra désormais infliger des sanctions. Mais ne nous y trompons pas. Ce combat ne pourra être gagné que si chacune et chacun d'entre nous s'y engage vraiment et personnellement.

Les entreprises et les organisations syndicales doivent se mobiliser aussi sur la question essentielle de la diversité et de l'emploi des jeunes issus des quartiers en difficulté. Il n'est pas question d'entrer dans la logique des quotas, qui montre en quelque sorte du doigt ceux qui en bénéficient et qui est injuste pour ceux qui n'y ont pas droit. Il s'agit de donner aux jeunes les mêmes chances face à l'emploi. Combien de Curriculum Vitae passent encore à la corbeille en raison du nom ou de l'adresse de l'intéressé ? Je rencontrerai sur cette question les représentants des partenaires sociaux dans les prochains jours.

Pour mieux aider les jeunes, notamment les jeunes en difficulté, à aller vers l'emploi, j'ai décidé de créer un service civil volontaire, associant accompagnement et formation. Il concernera 50.000 jeunes en 2007.

J'appelle aussi tous les représentants des communes à respecter la loi qui leur impose d'avoir 20 % au moins de logements sociaux. Oh, j'ai conscience des difficultés. Mais on ne sortira pas de la

situation actuelle, si l'on ne met pas en cohérence les discours et les actes.

Je rencontrerai également l'ensemble des responsables de l'audiovisuel. Les médias doivent mieux refléter la réalité française d'aujourd'hui.

Et j'invite les chefs des partis politiques à prendre leur part de responsabilité : les élus, la représentation nationale doivent eux aussi refléter la diversité de la France. C'est une exigence pour faire vivre notre démocratie.

Mes chers compatriotes,

Soyons lucides. Soyons courageux. Sachons tirer toutes les leçons de cette crise. Chacun doit respecter les règles, chacun doit savoir que l'on ne viole pas impunément la loi. Mais sachons aussi nous rassembler pour agir dans la fidélité aux principes qui font la France : la communauté nationale tout entière en sortira meilleure et plus forte.

Et vous pouvez compter sur ma détermination.

Vive la République ! Vive la France !